

# Conférence du désarmement

24 mars 2011

Français

---

## Compte rendu définitif de la mille deux cent dix huitième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le jeudi 24 mars 2011, à 10 h 25

*Président:* M. Wang Qun.....(Chine)

**Le Président** (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1218<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement. Conformément au calendrier provisoire dont nous sommes convenus, et qui figure dans le document CD/WP.556, la séance plénière d'aujourd'hui sera consacrée à un échange de vues sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour, avec pour thème général le désarmement nucléaire. Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni.

**M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais, si vous me le permettez, exercer mon droit au titre de l'article 30 du règlement intérieur de la Conférence d'intervenir au sujet du déroulement des travaux de cette instance, et je prie les orateurs inscrits sur la liste d'aujourd'hui de bien vouloir m'en excuser.

Je le répète, je voudrais, non sans présenter mes excuses aux orateurs inscrits sur la liste d'aujourd'hui, exercer mon droit au titre de l'article 30 du règlement intérieur de la Conférence, qui autorise tout État membre à soulever en séance plénière une question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Monsieur le Président, nous apprécions tout particulièrement le dynamisme de la présidence chinoise, et nous sommes reconnaissants d'avoir disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à votre proposition contenue dans le document CD/WP.565. Toutefois, nous avons été quelque peu troublés par certaines des informations qui ont été communiquées aux groupes régionaux concernant notre position sur ce document. Pour mémoire, je tiens à préciser que nous faisons partie des délégations qui ont réclamé davantage de temps pour examiner votre proposition qui, nous le croyons, mérite un examen plus attentif, car nous constatons, à la lecture du compte rendu de la séance de mardi dernier, qu'aucun membre de la Conférence ne s'est opposé à votre proposition telle qu'elle figure dans le document CD/WP.565. En effet, après de nouvelles consultations avec notre capitale, nous considérons que cette proposition pourrait offrir une base pratique à nos futurs travaux, et qu'une accélération du rythme des séances pourrait être utile dans la mesure où nous aurions un objectif en vue.

Au cours du débat de mardi, la question de la nature de nos discussions s'est posée, et nous avons été en total accord avec notre collègue allemand lorsqu'il a déclaré qu'un simple échange de vues, qui est une sorte de discussion, convenait vraiment mieux à la Commission du désarmement qu'à la Conférence du désarmement. Cependant, un débat assorti d'un objectif clair, par exemple sur les mandats contenus dans le document CD/1864, pourrait nous conduire vers un résultat utile qui ressemblerait à ce que l'Assemblée générale des Nations Unies attend de cette instance. Nous partageons les préoccupations du Mexique quant à la façon d'intégrer une telle discussion à nos débats officiels, mais nous pensons que la proposition initiale figurant dans le document CD/WP.565, moyennant quelques ajustements mineurs, mais importants – consistant notamment à faire en sorte de trouver un juste équilibre (nous relevons qu'aucun coordonnateur du Groupe des pays occidentaux n'a été associé à votre proposition), et à poursuivre nos travaux pour déterminer la façon de présenter le rapport – contribuerait davantage à faire avancer nos travaux qu'une simple répétition du travail, pour excellent qu'il fut, que nous avons déjà accompli sous les présidences précédentes. En conséquence, nous vous prions officiellement de nous laisser davantage de temps pour examiner le programme des activités et la façon dont nous entendons structurer nos travaux au cours des trois semaines qui viennent.

**Le Président** (*parle en anglais*): Merci de la déclaration que vous avez faite au titre de l'article 30 du règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Une délégation souhaite-t-elle commenter ce que vient de dire le représentant du Royaume-Uni? Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Allemagne.

**M. Hoffmann** (Allemagne) (*parle en anglais*): Je dois dire que je suis quelque peu troublé et surpris. Puis-je vous rappeler les faits? Lundi soir, nous avons reçu, par l'entremise du secrétariat, un projet de calendrier provisoire indiquant les séances officielles. Je veux parler du document CD/WP.565. À notre grande surprise, ce document était déjà sur la table le lendemain matin, c'est-à-dire mardi, pour notre dernière plénière. Je l'ai dit, il s'agissait du document CD/WP.565. En fait, la proposition était incomplète; il y avait encore des crochets concernant la désignation des présidents des séances officielles proposées. Certaines délégations, dont la mienne, ont alors demandé à disposer de davantage de temps pour mener des consultations à ce sujet, demande qui a été rejetée. C'est alors qu'après une brève interruption de séance, vous avez, Monsieur le Président, présenté un nouveau calendrier provisoire qui ne comportait que les séances plénières officielles. Une nouvelle fois, notre délégation, qui avait demandé du temps pour mener des consultations, a vu sa demande rejetée. En fait, j'avais proposé un arrangement à l'amiable concernant la répartition du temps, à l'image de ce qui avait été fait par les présidences canadienne et chilienne.

Je dois dire que je ne me rappelle pas avoir fait d'observation concernant la Commission du désarmement, comme l'a laissé entendre mon collègue britannique. Je ne comprends pas très bien ce qu'il a voulu dire. Quoi qu'il en soit, Monsieur le Président, je me souviens très bien de la façon dont vous avez procédé. Nous pourrions peut-être demander au secrétariat de nous donner lecture du compte rendu définitif (je suis sûr qu'ils y ont déjà travaillé), car je me souviens très bien que vous avez déclaré que vous vous en tiendriez à la deuxième version de votre calendrier. C'était clairement une décision prise par vous-même, de votre propre chef. C'est pourquoi je suis quelque peu surpris que cette question ait refait surface.

De notre point de vue, le plus important est vraiment ce qui nous permettra de progresser, et je voudrais dire une chose importante: chacune des délégations à la Conférence a tout loisir d'exprimer son point de vue à n'importe quel moment, que ce soit en séance officielle ou en séance officielle. Cela étant, nous avons le sentiment que, puisque la question a été ramenée au premier plan par la délégation du Royaume-Uni, si certains signes portent à croire que des progrès semblent probables, possibles ou vraisemblables sur certaines questions, la Conférence est suffisamment souple pour adapter très rapidement son rythme et ses méthodes de travail en conséquence. Toutefois, au vu des positions qui se sont exprimées au cours des deux cycles de débat organisés au cours des huit premières semaines de la présente session et consacrés à tous les points de l'ordre du jour de la Conférence, c'est à juste titre que vous avez, Monsieur le Président, décidé de nous appeler à nous interroger sur la situation objective à travers le document CD/WP.566. Je me permettrai toutefois d'ajouter que, si d'autres points de vue s'expriment avec force et, en particulier, s'il peut être démontré qu'en optant pour l'approche informelle, c'est-à-dire pour celle qui est préconisée dans le document CD/WP.565, nous serons en mesure de progresser, nous ne nous y opposerons certainement pas, et nous participerons aux séances, pour autant que le Président revienne sur sa propre décision et sur sa proposition de calendrier provisoire de séances officielles. Si tel devait être le cas, il serait important de savoir si les espaces concernant les présidences auraient des chances d'être remplis dans un proche avenir.

**Le Président** (*parle en anglais*): Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Algérie.

**M. Jazaïry** (Algérie) (*parle en anglais*): Je voudrais soulever une motion d'ordre. Avec tout le respect que je dois aux propos de l'Ambassadeur du Royaume-Uni concernant l'article 30 du règlement intérieur, selon lequel tout État membre de la Conférence a le droit de soulever en séance plénière une question ayant trait aux travaux de la Conférence et à l'entière possibilité d'exposer ses vues sur toute question qui, à son avis, mérite de retenir

l'attention, cela ne donne pas aux membres le droit de soulever cette question au titre de l'article 30 en tant que motion d'ordre, ni le droit de répondre, qui lui conférerait un droit de préséance sur les travaux convenus pour la séance plénière en question. Il y a pour cette séance plénière une liste d'orateurs, et je crois que la bonne façon de procéder est de passer à la liste des orateurs, puis, si nous avons le temps, à ajouter à l'ordre du jour un point qui traiterait du programme de travail et à l'examiner en toute simplicité. Toutefois, cela ne doit pas être considéré comme une sorte de motion d'ordre ayant préséance sur le programme de travail déjà adopté. Je recommande donc que nous passions à la liste d'orateurs, puis que nous voyions s'il nous reste suffisamment de temps, et, dans ce cas, que nous examinions la question du programme de travail d'aujourd'hui, suivant la proposition du représentant du Royaume-Uni. Si chacun en est d'accord, nous pourrions peut-être nous entendre sur une solution.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de l'Algérie de cette intervention importante. Pour ma part, sans préjuger de l'article 30 du règlement intérieur et compte tenu du fait que ce problème a été soulevé à la suite de la double intervention des Ambassadeurs du Royaume-Uni et de l'Allemagne, je préférerais régler le problème avant de passer à la liste des orateurs. Je le répète, sans préjuger de l'article 30 du règlement intérieur de la Conférence et avec tout le respect que je dois à l'Ambassadeur de l'Algérie. Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni.

**M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Je tiens tout d'abord à présenter mes excuses aux orateurs inscrits sur la liste, comprenant évidemment que les autres délégations ont aussi des questions urgentes à aborder et qu'ils ont préparé leurs discours. Toutefois, je voudrais faire part d'un léger désaccord avec l'interprétation de mon estimé collègue l'Ambassadeur Jazaïry concernant l'article 30 du règlement intérieur, que j'ai sous les yeux, et qui dispose que l'objet des déclarations faites en séance plénière «correspond normalement au thème alors en discussion, conformément au programme de travail convenu». Certes, aucun programme de travail n'a pour l'heure été adopté, mais tout État membre de la Conférence a le droit de soulever en séance plénière une question ayant trait aux travaux de la Conférence et à l'entière possibilité d'exposer ses vues sur toute question qui, à son avis, mérite de retenir l'attention.

Je n'ai donc aucun problème avec l'une ou l'autre de ces approches. J'ai exposé mon point de vue dans le détail, et je n'ai aucun problème pour revenir dessus. J'observe que deux orateurs au moins souhaitent prendre la parole, et, dans un souci de compromis et de courtoisie, je suis tout à fait disposé à leur donner la parole et à revenir sur ce point après leurs interventions, si tel est le souhait de la Conférence. Je voulais simplement apporter cette précision.

**Le Président** (*parle en anglais*): J'invite M. Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence du désarmement, à prendre la parole.

**M. Ordzhonikidze** (Secrétaire général de la Conférence) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, vous avez entière discrétion pour donner la parole aux représentants des États membres qui souhaitent soulever certains points alors qu'ils ne font pas partie de la liste des orateurs inscrits. Si vous souhaitez leur donner la parole avant, vous pouvez le faire. Si vous préférez leur donner la parole une fois que la liste des orateurs aura été épuisée, vous êtes libre de le faire. Rien dans le règlement intérieur ne vous oblige à trancher dans telle ou telle direction, et lorsque vous avez donné la parole au représentant du Royaume-Uni, j'ai eu le sentiment que vous préfériez lui donner la possibilité de s'exprimer avant de commencer la liste des orateurs. Le règlement intérieur est donc relativement souple, et si nous n'avons rien de plus sérieux à faire qu'interpréter tel ou tel article, nous pourrions engager notre débat de fond sur la question.

**Le Président** (*parle en anglais*): Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général, de vos observations. J'ai écouté toutes les interventions qui viennent d'être faites, et en tant que Président, au stade actuel, je ne ferai aucune observation quant au fond concernant la motion d'ordre soulevée par mes collègues ici présents, mais je me réserve le droit de le faire à un stade ultérieur. L'objectif de l'exercice actuel et des séances d'aujourd'hui est, du moins de mon point de vue, de rechercher un terrain d'entente et de faire avancer les travaux de la Conférence. Telle est la raison d'être, et c'est sur cette base qu'en tant que Président, je proposerai d'avancer et de procéder aujourd'hui comme suit.

Si nous avons des préoccupations, exprimons-les. Si nous avons des problèmes, travaillons pour les résoudre si nous le pouvons. Je crois donc, tout d'abord, qu'au vu des sentiments exprimés et des problèmes soulevés par les Ambassadeurs du Royaume-Uni et de l'Allemagne, je m'attacherai d'abord à traiter ces points avant d'ouvrir le débat sur le désarmement nucléaire. Après avoir entendu quant au fond les observations faites par l'Ambassadeur Duncan et par l'Ambassadeur de l'Allemagne, une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne la parole à l'Ambassadeur du Japon.

**M. Suda** (Japon) (*parle en anglais*): Je crois que nous sommes à présent revenus au document CD/WP.565, qui a été proposé mardi dernier par le Président. Comme je l'ai dit lors de notre séance plénière de mardi, je ne suis pas opposé à cette proposition, loin s'en faut. J'ai simplement demandé davantage de temps pour réfléchir à la question ou pour éclaircir la position du Président et celle des autres délégations concernant cette proposition. Comme je l'ai indiqué mardi dernier, je voudrais simplement connaître le point de vue du Président et de mes autres collègues concernant l'intérêt à tenir des séances officieuses plutôt qu'officielles concernant ces points de l'ordre du jour, car nous n'oublions pas que l'année dernière, nous avons aussi eu des séances officieuses consacrées à ces questions, mais cette année, sous les présidences canadienne et chilienne, nous avons déjà consacré des séances plénières à tous les points de l'ordre du jour. Je voulais simplement savoir quel était l'avantage à tenir des séances officieuses au lieu d'une séance officielle sur ces quatre points de l'ordre du jour. Si nous décidons de tenir des séances officieuses en lieu et place des séances plénières, j'en serai tout à fait satisfait, mais je voulais entendre le point de vue du Président et des représentants sur ce point.

Concernant ma deuxième remarque, ce calendrier a été proposé en peu de temps, et je me demandais si beaucoup de nos collègues trouvaient à redire à propos du calendrier de travail relativement chargé pour les quatre semaines à venir. Tel était le sens de mon propos, et j'ai simplement demandé un peu de temps supplémentaire pour examiner toutes ces questions. Comprenez-moi donc bien, je voulais simplement entendre le point de vue du Président et des autres représentants concernant votre proposition.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Japon. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Je donne la parole à l'Ambassadrice des États-Unis.

**M<sup>me</sup> Kennedy** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole. J'ai vraiment hâte d'écouter les déclarations de nos collègues de l'Algérie et des Philippines, et j'aurais été heureuse, je vous l'assure, de prendre la parole à tout moment selon votre décision. Je serai donc aussi brève que possible, pour permettre à nos collègues de l'Algérie et des Philippines de s'exprimer.

Je n'étais pas présente au début de votre présidence, et je voudrais donc vous dire une nouvelle fois que nous nous réjouissons de travailler avec vous. Nous croyons en effet que le Président doit avoir toute latitude pour tout faire pour nous aider à aller de l'avant. S'agissant des deux propositions qui ont été faites, à savoir les documents CD/WP.565 et CD/WP.566, nous avons toujours affirmé, clairement je l'espère, que nous étions très heureux d'examiner en profondeur les questions centrales et l'ensemble des points de

l'ordre du jour de la Conférence, d'en débattre sur le fond, que ce soit en séance officielle ou en séance officieuse. Permettez-moi donc de réaffirmer, à l'image de certains de nos collègues aujourd'hui, que s'agissant du document CD/WP.565, nous aurions souhaité pouvoir consulter une version plus complète, c'est-à-dire un texte comprenant des propositions de nominations de coordonnateurs, et aussi, peut-être, par exemple, une présentation de la façon dont vous entendez rendre compte de cette démarche. Ce serait là, je crois, un sujet digne d'une discussion plus approfondie.

Je ne vois pas très bien pourquoi vous auriez besoin d'un coordonnateur pour rendre compte de telle ou telle manière. Il me semble qu'il serait plus judicieux d'avoir un rapport écrit, et je dirais que ce rapport pourrait être présenté sans préjuger des positions des divers participants, et non, comme vous l'indiquez actuellement, sans porter attention de quelque manière que ce soit aux positions. Une telle formulation pourrait laisser entendre que vous ne ferez aucun cas des points de vue, alors qu'en réalité, dans l'idéal, tous ces rapports présentent un intérêt et sont susceptibles de faire évoluer notre réflexion.

Comme je l'ai dit, je voulais simplement préciser que nous appuyons vos efforts pour parvenir à un moyen raisonnable d'utiliser notre temps de façon équilibrée. Toutefois, je voudrais faire une dernière observation. Bien sûr, la Conférence du désarmement est une instance de négociation, et personne ne sera surpris d'apprendre que pour nous, un programme de travail doit comporter un mandat de négociation d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, reprenant le mandat Shannon, un objectif approuvé à maintes reprises par la communauté internationale. Je sais bien, évidemment, qu'un État n'a pas souscrit à cet objectif, mais cet objectif est pourtant celui qui recueille une adhésion presque universelle. Je vous remercie donc de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice des États-Unis de son intervention. Une autre délégation souhaite-t-elle s'exprimer sur le fond? J'espère que je ne me trompe pas, mais je ne vois aucune délégation souhaitant s'exprimer sur le fond concernant la motion d'ordre soulevée par les Ambassadeurs du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Je crois également que l'Ambassadeur du Japon a, par son intervention, explicité et complété les propos des Ambassadeurs du Royaume-Uni et de l'Allemagne, et en partie fait siens les sentiments exprimés par l'Ambassadrice des États-Unis. Considérant qu'il n'y a plus d'observations et que plus personne ne souhaite s'exprimer sur ce point, je voudrais dire ce qui suit.

J'ai écouté avec la plus grande attention la déclaration faite le 22 mars dernier par l'Ambassadeur du Japon. J'ai écouté avec la plus grande attention les déclarations de l'Ambassadeur du Royaume-Uni, de l'Ambassadeur de l'Allemagne, de l'Ambassadeur du Japon et de l'Ambassadrice des États-Unis. Si j'essaie d'éviter de proférer des accusations envers qui que ce soit, je déplore néanmoins le fait que, lors de notre séance plénière du 22 mars dernier, j'ai été contraint de proposer une autre formule, car il existait clairement et incontestablement un désaccord explicite, une délégation n'étant pas en mesure d'accepter la solution des séances officielles, alors que d'autres collègues avaient simplement besoin de temps. Or, ce différend explicite et cette difficulté ne sont le fait que d'une seule délégation, et uniquement lors de la séance en question. Vous vous en souvenez peut-être, lors de notre séance plénière du 22 mars dernier, l'Ambassadeur Suda, du Japon, a dit, en substance, ce qui suit à propos du document CD/WP.565:

«... pourquoi traitons-nous un ordre du jour aussi important en séance officieuse? En effet, je me souviens que c'est exactement ce que nous avons fait l'année dernière sous la présidence belge, et cette année, grâce au dynamisme des présidences canadienne et chilienne, nous avons fait en sorte que tous les points importants de l'ordre du jour ne soient plus examinés en séance plénière officieuse, mais en séance officielle».

Permettez-moi donc d'appeler toute votre attention sur les paroles prononcées ensuite par l'Ambassadeur Suda:

«... Je ne vois aucune raison particulière pour laquelle nous devrions revenir à la solution de l'année dernière, car je ne vois pas ce que cette façon de procéder apporte de plus».

À ce stade, j'ai, en ma qualité de Président, recherché une possibilité de solliciter les points de vue des délégations, mais je n'ai vu personne demander la parole. J'ai donc déclaré en substance:

«Puisque je ne vois personne, je vais continuer à répondre aux trois représentants, à savoir le Japon, l'Allemagne et l'Italie».

Après avoir brièvement répondu à l'Allemagne et à l'Italie, j'ai en substance déclaré ceci:

«... ce qui me préoccupe, ce sont les interventions de l'Ambassadeur Akio, auxquelles j'attache une grande importance. Il vient de dire qu'il avait non seulement besoin de temps, mais aussi, je crois, des difficultés, des doutes quant au format que j'ai proposé pour les séances plénières, à savoir le format officieux, même si nous avons, je le crois, déjà très clairement indiqué dans mes nombreuses consultations bilatérales, et comme il découle de la pratique établie et de la règle du consensus, qu'il n'y avait aucune controverse à ce sujet. Or, je crois que l'Ambassadeur du Japon ne peut accepter la solution des séances officieuses, solution que j'ai proposée dans ma proposition telle qu'elle figure dans le document CD/WP.565, et j'ai par conséquent le sentiment très clair – et j'insiste sur ce point – qu'après ces interventions du Japon, il n'y a, au stade actuel, pas consensus sur la proposition que je vous ai soumise et qui figure dans le document CD/WP.565. Cela dit, je ne poursuivrai pas sur cette voie».

Je voudrais ensuite vous rappeler que, sur la base de ce qui vient d'être dit, j'ai en substance déclaré ce qui suit:

«Puisque nous devons nous mettre au travail sans perdre de temps, et étant donné que la proposition que j'ai tenté de vous soumettre est, selon moi, une bonne proposition pour toutes les délégations, notamment pour permettre la participation de tous les pays aux différents mécanismes, que ce soit à la négociation sur les matières fissiles ou sur les autres questions centrales, je demeurerai toujours, en tant que Président, aussi ouvert, souple et arrangeant que possible. Je me laisserai guider par les États membres et en particulier par leurs décisions. Cela dit, je vais maintenant proposer une autre formule».

Voici donc ce qui a été dit, mot pour mot, lors de notre séance plénière du 22 mars dernier. Ce n'est pas ce que j'ai dit aujourd'hui, c'est ce que l'autre délégation a dit et ce que j'ai répondu l'autre jour. Certes, nous avons déjà pratiquement renoncé au document CD/WP.565 pour commencer à examiner mon autre proposition, contenue dans le document CD/WP.566, mais l'Ambassadeur Suda a dit qu'en ma capacité de Président, j'avais «interprété» ce qu'il avait dit concernant la proposition figurant dans le document CD/WP.565, alors que lui-même n'avait fait que «poser des questions». À ce stade, je l'ai prévenu qu'il était presque trop tard, que nous en étions déjà à l'examen du document CD/WP.566 et que je devais exercer mes fonctions normales de Président.

Voilà ce qui s'est passé le 22 mars dans la salle du Conseil. Avec tout le respect que je vous dois, je voudrais dire que les faits sont les faits, et qu'ils ne laissent pas place à l'interprétation. Ils sont gravés, en l'espèce, dans le compte rendu de notre séance plénière du 22 mars.

Certes, je regrette que les États-Unis aient exprimé le point de vue qu'ils ont exprimé l'autre jour, alors que nous examinions le document CD/WP.565, mais j'apprécie particulièrement leur point de vue à propos des séances officielles, point de vue dont ils viennent tout juste de nous faire part. Tout en déplorant que nous ayons, le 22 mars dernier, laissé passer une occasion de concentrer l'ensemble des efforts et des activités, notamment concernant la question des matières fissiles, sur des séances officielles de la Conférence auxquelles aurait pu participer l'ensemble des membres de cette instance, je garde l'espoir que tous les membres de la Conférence continueront, dans le cadre d'un effort concerté, à explorer la possibilité d'adopter, dès que possible, un programme de travail pour la Conférence du désarmement. Faisons preuve d'ambition. Cela dit, j'en viens à présent à notre débat sur le désarmement nucléaire.

Je donne la parole à l'Ambassadeur du Japon.

**M. Suda** (Japon) (*parle en anglais*): Je ne pense pas qu'il soit très judicieux de poursuivre une discussion aussi stérile entre le Président et certains représentants, mais, alors que mon nom a été cité à plusieurs reprises par le Président, je me dois de répéter ce que j'ai dit mardi dernier et ce que j'ai dit aujourd'hui. Vous avez interprété mon propos à votre façon. Comme je l'ai dit, vous avez peut-être raison lorsque vous rappelez que j'ai posé certaines questions concernant votre proposition figurant dans le document CD/WP.565, mais je n'ai jamais dit que j'avais une difficulté à accepter cette proposition, ou encore que j'étais opposé. J'ai simplement dit que, parce que je me posais cette question, j'avais, comme d'autres délégations, besoin d'un peu de temps. Or, je n'ai jamais entendu le Président répondre à la question que j'avais posée, et vous n'y avez pas répondu non plus aujourd'hui. Vous avez donc fait une interprétation unilatérale de notre déclaration, et je ne puis accepter de telles allégations. Je crois donc que votre proposition doit faire l'objet d'un débat et d'échanges de vues plus productifs en dehors des séances plénières et dans un cadre officiel, ou encore lors de consultations bilatérales. Cela doit être le cas de votre première proposition, de votre deuxième proposition et de toute autre proposition. Je ne crois cependant pas que cette instance ait intérêt à poursuivre des discussions aussi stériles, compte tenu de la situation difficile dans laquelle elle se trouve.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je donne la parole à l'Ambassadeur du Brésil.

**M. Macedo Soares** (Brésil) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je me vois dans l'obligation d'intervenir, car il semble que vous ayez un échange avec un groupe de délégations et parce que votre proposition originale, telle qu'elle figure dans le document CD/WP.565, renferme, entre autres choses, un élément qui est cher à mon cœur: je veux parler de la référence à mon nom. Si mon nom est présent, c'est parce que j'ai accepté votre proposition, ce qui veut dire qu'il est inutile de préciser que votre proposition a été et reste appuyée par ma délégation. Il semble – et je dis bien il semble – qu'un groupe rencontre des difficultés par rapport à cette proposition. Cela semble quelque peu étrange, car, l'année dernière, la Conférence avait été saisie d'une proposition semblable, qui avait été acceptée. Or, nous n'avons pas oublié que c'était sur insistance de ce même groupe qui, le mardi 22 mars dernier, a opposé, si non un feu rouge, du moins un feu orange, à votre proposition. Et voilà qu'aujourd'hui, ce même groupe a allumé le feu vert. Je ne crois pas que nous soyons ici uniquement pour attendre qu'un groupe prenne position. Pour ma part, je voudrais simplement vous assurer de l'appui de ma délégation à cette proposition et à tout effort que vous serez susceptible d'entreprendre pour parvenir à l'adoption d'un programme de travail pour la Conférence du désarmement.

**Le Président** (*parle en anglais*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur du Brésil. Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Algérie.

**M. Jazaïry** (Algérie) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président. À la suite du conseil que nous a donné notre Secrétaire général, je suis désolé d'avoir provoqué un



certain malaise en laissant entendre que nous étions en train d'examiner une motion d'ordre, et que nous devons par conséquent poursuivre nos travaux selon ce que vous aviez proposé pour ce matin. En tout état de cause, la proposition que vous avez faite dans le document CD/WP.565 n'était pas sans rappeler le document que nous avons négocié sous la présidence belge, et j'ai été personnellement associé à ces négociations. Cette proposition n'avait donc rien de vraiment nouveau. Nous voudrions, si possible, poursuivre nos travaux sur la base de cette proposition. S'il y a eu un malentendu, et si l'Ambassadeur du Japon ne s'est pas opposé à la proposition, contrairement à ce qui avait été compris par vous-même, eh bien tant mieux. Ce que je propose, c'est qu'après cet échange de vues, nous puissions revenir sur la question en dehors de cette salle, de façon informelle, comme nous le faisons généralement au Conseil des droits de l'homme: poursuivons nos travaux, et je suis sûr qu'à notre prochaine séance, nous aurons trouvé une solution, connaissant l'esprit de compromis et d'accommodement mutuel qui a toujours régné à la Conférence du désarmement.

Je crois qu'il n'est pas utile de poursuivre la discussion à ce stade. Laissons à la diplomatie silencieuse le temps d'arranger les choses sous votre direction éclairée. Je suis convaincu que nous sommes tous troublés, car nous sommes probablement plus proches du consensus aujourd'hui que nous l'étions le 22 mars dernier. Réjouissons-nous donc de ce regain de convergence. Donnons sa chance à la diplomatie informelle, et je vous propose d'utiliser les moyens traditionnels pour consulter tous ceux qui ont des préoccupations et qui les ont exprimées aujourd'hui afin de trouver une solution en vue de la prochaine séance. Mais pour l'heure, mettons fin à cette discussion.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de votre conseil pertinent et de vos observations intéressantes. Je donne la parole à l'Ambassadeur de la France.

**M. Danon** (France): Merci, Monsieur le Président. La discussion d'aujourd'hui montre qu'il faut revenir à un esprit de compromis sur la suite de nos travaux et je soutiendrai la proposition de mon ami, l'Ambassadeur d'Algérie, sur le fait que quelques consultations supplémentaires dans le format qui vous conviendra le mieux, Monsieur le Président, permettront de trouver une solution acceptable par tous, pour la prochaine session, ou celle d'après si un peu plus de temps est nécessaire, et que cette espèce de tension sensible dans la salle a besoin maintenant d'être calmée parce que, pourrait-on dire un peu rapidement, elle ne sert à rien.

Donc, revenons à quelques consultations encore une fois dans le format qui vous conviendra et que la Conférence du désarmement connaît bien à l'extérieur de cette salle, pour revenir à une ambiance plus propice aux travaux de fond que nous appelons tous de nos vœux.

J'interviens en tant que représentant de mon pays, mais il se trouve que, par coïncidence, je suis aussi le coordonnateur du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Ce groupe n'intervient pas à la Conférence du désarmement en tant que tel et je ne voudrais pas qu'il y ait d'ambiguïté là-dessus après ce qu'a dit mon ami, l'Ambassadeur du Brésil; il n'y a pas de logique de groupe avec ce groupe, et d'autres pays que ceux de notre groupe ont aussi demandé du temps lors de la séance du 22, je pense à un pays d'Afrique. Je pense donc qu'il n'est pas utile de dire que la discussion est entre le Président et un groupe de pays. Ce n'est pas la logique qui est en jeu ici. Encore une fois, je pense qu'il faut calmer les choses et revenir aux approches les plus constructives possibles, que nous préférons tous à ce qui se passe ici et qui, comme le dit l'Ambassadeur d'Algérie, mérite d'être clos au plus vite.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la France, et je donne la parole à l'Ambassadeur du Royaume-Uni.

**M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Je prie à nouveau l'Ambassadeur Jazaïry et l'Ambassadeur Garcia de m'excuser. Je suis totalement d'accord avec ce qu'a dit l'Ambassadeur Jazaïry concernant la poursuite de nos travaux, mais je reviens sur mes doutes quant à savoir si un nouvel échange de vues nous permettra de le faire.

Monsieur le Président, vous avez dit que les faits sont les faits, mais nul ne détient le monopole de la vérité. Comme on dit en anglais: «Where you stand depends on where you sit» (expression qu'on pourrait remplacer en français par: «Chacun voit midi à sa porte»). J'espère que les interprètes auront eu du plaisir à traduire cette phrase. Pour reprendre ce que vient de dire notre collègue français, je voudrais assurer mon bon ami, l'Ambassadeur du Brésil, qu'il n'est nullement question d'un groupe qui bloquerait quoi que ce soit. Au contraire, s'il se trouve que le débat d'aujourd'hui est largement alimenté par le Groupe des pays occidentaux, celui de mardi l'était par des délégations de toutes les régions, et selon ma propre vérité, personne n'a dit non. Je ne suis donc pas sûr de pouvoir souscrire à votre interprétation, celle dont vous nous avez fait part.

Pour ne pas retarder davantage nos discussions, je dirai simplement que la question essentielle, comme je l'ai dit mardi dernier, est celle de la qualité du discours qui permettrait à cette instance d'atteindre un résultat intéressant. Le Royaume-Uni ne croit pas qu'un nouvel échange de vues sur les questions couvertes par le document CD/WP.566 ait une nouvelle raison d'être. Nous l'avons fait deux fois cette année, et nous ne faisons que reprendre le message «si nous voulons être optimiste» ou simplement rafraîchir celui d'il y a trois ans, à savoir «si nous voulons être un peu plus cyniques». C'est pour cette raison que nous sommes intéressés par la réunion parallèle organisée par nos estimés collègues japonais et australien, car elle permettra d'approfondir le débat sur la question des matières fissiles de façon structurée et, peut-être, de produire des résultats qui ne se limitent pas à un simple échange de vues. Si la Conférence pouvait appliquer un modèle équivalent aux questions centrales qui figurent à notre ordre du jour, nous progresserions sans doute davantage. Malheureusement, nous n'avons rien fait de tel, et je crois que nous sommes en train de ne pas atteindre les objectifs que l'Assemblée générale nous avait fixés.

J'espère que cela est suffisamment clair. J'ai essayé d'être clair mardi dernier, mais j'espère que les choses sont désormais suffisamment claires pour chacun de mes collègues. Je souhaite un débat structuré, et pas un simple échange de vues, afin de parvenir à un résultat qui corresponde quelque peu au mandat qui nous a été confié par nos collègues de l'Assemblée générale, instance à laquelle nous attachons tous une importance considérable. Mais je vais m'arrêter là, et suivre le conseil avisé de notre collègue algérien, pour permettre à notre échange de vues de se poursuivre.

**Le Président** (*parle en anglais*): J'ai pris bonne note de l'intervention de l'Ambassadeur du Royaume-Uni. À ce stade, et notamment après avoir entendu les propos tenus le 22 mars, je dirai que la situation apparaît très clairement en ce qui concerne le document CD/WP.565. Il n'y a pas consensus, notamment, je crois, parce qu'une délégation ne voit pas bien pourquoi nous devrions revenir sur le précédent de l'année dernière et parce qu'elle se demande si une répétition du processus de l'année dernière apporterait quoi que ce soit de nouveau. Je crois donc vraiment qu'il n'y a pas consensus, et que lorsque nous examinons le document CD/WP.566, la situation est claire en ce qui concerne le document CD/WP.565, et j'appelle votre attention sur le fait que, comme vous vous en souvenez peut-être et comme vous pouvez le vérifier sur le compte rendu de la séance plénière du 22 mars, particulièrement après les questions posées par l'Ambassadeur de l'Allemagne, j'ai répondu en proposant deux solutions. La première était de reporter à la séance plénière de jeudi, c'est-à-dire d'aujourd'hui, notre décision concernant le document CD/WP.566, ou, si ni l'Ambassadeur de l'Allemagne ni personne d'autre n'y voyait d'objection, de procéder immédiatement. Constatant que personne ne formulait d'objection,

j'ai agi en conséquence. Suivant les conseils de tous mes collègues, je ne vais pas prolonger les discussions de la sorte, mais ayant dit que nous devons faire preuve d'ambition, je vous fais la proposition suivante.

Premièrement, je crois que compte tenu du fait que la situation est claire en ce qui concerne le document CD/WP.566, la situation me paraît tout aussi claire en ce qui concerne le document CD/WP.565. Nous devrions donc poursuivre sur la base du document CD/WP.566, à moins que des objections s'expriment. Deuxièmement, sur le plan de la procédure, je travaillerai en tant que Président sur la base du document CD/WP.566 en me montrant aussi arrangeant et accommodant que possible pour permettre aux États membres qui le souhaiteraient de proposer d'autres moyens de faire avancer les travaux de la Conférence. Tout en travaillant sur le document CD/WP.566, je pense que nous pourrions poursuivre nos travaux si des États membres soumettent des réflexions suffisamment mûres. La Conférence ne peut en effet travailler dans le chaos. Ce qui est décidé est décidé, et si, comme je le pense, nous pouvons continuer à travailler sur la base de ce qui a été décidé tout en explorant d'autres façons d'avancer, cela nous sera utile. C'est là précisément la raison pour laquelle la Chine, non seulement en tant que présidence, mais aussi en tant que délégation nationale, a fait des efforts considérables pour élaborer le document CD/WP.565, qui est, je crois, utile non seulement parce qu'il alimente le processus de la Conférence auquel participent tous les États membres, mais aussi parce qu'il représente un fragile équilibre sur les plans politique, technique et procédural. Je crois qu'il représente un fragile équilibre, particulièrement au vu de mes consultations bilatérales. C'est pourquoi nous avons fait des efforts considérables. Nous souhaitons que la Conférence tienne des séances officielles auxquelles participeraient toutes les délégations, notamment sur la question du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Cela dit, j'en viens maintenant à notre débat sur la question du désarmement nucléaire. Vous avez la parole.

Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Allemagne, qui souhaite soulever une motion d'ordre.

**M. Hoffmann** (Allemagne) (*parle en anglais*): Puisque vous avez une nouvelle fois mentionné ma délégation, je voudrais, si vous me le permettez, indiquer pour mémoire ce que je pense de ce que vous venez de dire.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous suggère tout d'abord de vérifier les comptes rendus, avant de replonger la Conférence dans un débat qui me paraît stérile, et je crois que nous devons avoir un débat de fond acceptable par chacun. Donc, sauf si vous insistez, je vous invite à vérifier les comptes rendus avant de reprendre la parole. Quoi qu'il en soit, vous êtes toujours en droit, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, de dire ce que vous voulez, pour autant que vos propos soient pertinents et conformes au règlement intérieur. Je vous en prie.

**M. Hoffmann** (Allemagne) (*parle en anglais*): Dans ce cas, Monsieur le Président, puis-je me permettre de faire une déclaration au titre de l'article 30? Je vous remercie, Monsieur le Président.

Je parle sur la base de l'expérience qui est la mienne depuis un certain temps, et qui est une expérience inhabituelle. Je suis d'accord avec vous pour dire que la Conférence ne peut travailler dans le chaos. Puis-je, pour mémoire, revenir sur ce qui s'est passé?

Mardi dernier, vous avez présenté le document CD/WP.565. Cette proposition n'était pas complète, elle comportait des blancs. Certaines délégations ont posé des questions concernant cette proposition, et ont demandé un peu de temps pour l'examiner. J'étais du nombre de ceux qui ont demandé du temps pour examiner la proposition. Je dois

dire que j'ai été quelque peu surpris d'apprendre que vous aviez déjà la solution de rechange sous la main, vous l'aviez en effet déjà préparée.

Vous avez pris votre décision, alors même que, lorsque vous avez soumis votre deuxième proposition, je vous ai demandé davantage de temps. C'est vous, en tant que Président, vous avez pris votre décision et déclaré que vous adopteriez votre deuxième approche. Cela n'était vraiment pas nécessaire, une telle précipitation n'était pas nécessaire. Aujourd'hui, au cours de notre débat, l'Ambassadeur de l'Algérie et l'Ambassadeur de la France ont une nouvelle fois demandé: «Pourquoi ne nous penchons pas sur cette question?» Une nouvelle fois, vous ne semblez pas intéressé par une solution acceptable par tous, laquelle pourrait être trouvée lors de consultations officielles.

C'est comme si vous préféreriez la deuxième approche, car nous avons largement la possibilité d'examiner tous les calendriers que nous voulons adopter. Vous semblez donc avoir une préférence pour le document CD/WP.566. Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je crois que quoique vous puissiez dire, les faits ne laissent aucune place à l'interprétation. Vous ne ferez pas changer les faits, qui sont consignés dans le compte rendu.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie.

**M. Vasiliev** (Fédération de Russie) (*parle en anglais*): Étant donné la brièveté de mon intervention, je m'exprimerai en anglais. Tout d'abord, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection, et aussi, bien sûr, de vous dire que vous pouvez compter sur l'appui indéfectible de ma délégation.

Après avoir écouté les débats d'aujourd'hui et de mardi dernier, je dois dire, pour mémoire, qu'en ce qui nous concerne, nous sommes prêts à appuyer votre document CD/WP.565, et aussi, bien sûr, que nous serons très heureux que l'Ambassadeur Soares y soit mentionné une, deux ou même trois fois. Nous apprécions son savoir-faire et son appui, et nous l'en remercions. Nous appuyons également le document CD/WP.566 que votre délégation a présenté comme base de travail, et nous considérons ces deux documents comme votre contribution, comme un effort de votre part pour faire avancer les travaux de la Conférence. Nous saluons tout particulièrement cet effort.

Toutefois, après avoir écouté le débat d'aujourd'hui, il semble que ces deux documents ne recueillent pas de consensus. Je crois donc que la meilleure façon de procéder sur ce point consiste à organiser une nouvelle séance, officielle peut-être, afin de pouvoir trouver un terrain d'entente, et je crois que ce n'est pas en creusant les comptes rendus pour savoir qui a dit quoi que nous progresserons. Dans le même temps, puisqu'il a déjà été annoncé que nous allions avoir une séance plénière aujourd'hui et que la liste d'orateurs comptait au moins deux noms, il serait peut-être utile, par courtoisie, de leur donner la possibilité de s'exprimer et de s'adresser à nous, sachant qu'ils se sont préparés pour cette séance, puis de se retrouver en séance officielle pour poursuivre ce débat. Cela pourrait se faire immédiatement après la présente séance plénière, ou plus tard, à votre convenance.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie sincèrement le représentant de la Fédération de Russie. Je crois que la situation en ce qui concerne le document CD/WP.565 est claire, à en juger d'après les déclarations des États membres et d'après les conclusions que j'ai pu tirer sur la base des contributions de fond des délégations à ce stade. Le compte rendu montre au moins une chose clairement, c'est qu'il n'y a pas consensus, mais, en tant que Président, je répète que je reste ouvert à toute proposition et à toutes les délégations, quelles que soient leurs arrière-pensées ou autres. Après avoir écouté très attentivement les

déclarations de l'ensemble des délégations, j'ai désormais le sentiment qu'aucune délégation n'appuie le document CD/WP.565. Est-ce le cas? Si tel est le cas, comme je le crois, la seule question qui se pose désormais est celle de savoir comment occuper la première semaine du calendrier d'activités, et je dirais... Une motion d'ordre?

**M. El-Atawy** (Égypte) (*parle en anglais*): Merci beaucoup, Monsieur le Président, et puisque c'est la première fois que je prends la parole, permettez-moi d'assurer Votre Excellence de notre appui indéfectible à votre présidence et de notre appui à toutes les propositions que vous avez soumises, qu'il s'agisse du document CD/WP.565 ou du document CD/WP.566.

La motion d'ordre est simplement due au fait que je ne suis pas sûr d'avoir bien compris la proposition dont vous venez de saisir la Conférence. Vous demandez ce qu'il en est exactement de tel ou tel document? Je n'avais pas très bien saisi ce point. Ma délégation serait particulièrement reconnaissante à Votre Excellence de répéter ses observations.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie notre collègue égyptien. En fait, vous vous en souvenez peut-être, lors de notre séance plénière du 22 mars dernier, d'abord en raison de l'absence de consensus sur le document CD/WP.565, puis en raison de l'absence d'objection autour de ma deuxième proposition, laquelle a été transmise par l'intermédiaire des coordonnateurs régionaux lundi dernier, afin de consulter l'ensemble des membres, j'ai décidé de travailler sur la base de cette dernière proposition. Voilà donc l'explication. Si nous avons accepté cette formule, j'ai aussi dit que nous espérons que nous serions en mesure de nous concentrer sur les dénominateurs communs, notamment en adoptant une attitude ambitieuse. Or, me semble-t-il après avoir écouté nos discussions d'aujourd'hui, personne ne remet en cause des idées ou le fil conducteur du document CD/WP.565. Je crois par conséquent que, si tel est le cas, je me laisserai guider en tant que Président par les points de vue et par les décisions des États membres.

Donc, s'il n'y a plus de motion d'ordre, je vais en terminer avant de donner la parole à l'Ambassadeur de l'Algérie.

Je crois que nous devons travailler sur la base du document CD/WP.566 dès maintenant, et poursuivre notre débat consacré au désarmement nucléaire. C'est la première solution, la solution n° 1, que je vous propose, et j'attends votre confirmation. En deuxième lieu, autre solution, je vous propose d'adopter aujourd'hui le document CD/WP.565, si le contenu vous semble acceptable, étant entendu que, sur le fond, la première solution, qui consiste à traiter les quatre questions centrales en séance officielle, sera programmée à partir de la semaine prochaine. Je crois qu'en tant que Président, nous nous laisserons conduire par les États membres, si tel est leur souhait.

Il y a donc deux solutions: premièrement, nous terminons aujourd'hui l'examen du document CD/WP.566, puis nous examinons d'autres sujets sans préjuger de quoi que ce soit, et avant de décider quoi que ce soit, nous continuerons, comme convenu, à travailler sur le document CD/WP.566. Deuxièmement, puisque le document CD/WP.565 est si apprécié, je crois que je vais suspendre la séance pour une dizaine de minutes, sur la base du nouveau calendrier, et programmée les séances officielles consacrées aux quatre questions centrales dans un document CD/WP.567, à partir de la deuxième semaine de la présidence chinoise.

Tout d'abord, je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Algérie.

**M. Jazaïry** (Algérie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je crois qu'il n'y a pas de grande différence entre les points de vue des délégations en ce qui concerne notre façon de procéder. Je crois que beaucoup d'entre elles ont pris la parole aujourd'hui pour exprimer une convergence de vues croissante. Certaines ont déclaré qu'elles n'étaient pas encore prêtes à se prononcer, mais pour autant que je sache, il ne semble pas y avoir de

divergence fondamentale. Accélérer le pas pour prendre une décision risquerait donc d'avoir un effet inverse à l'effet escompté. Je vous propose de laisser place à la diplomatie silencieuse et aux contacts officieux et de rencontrer hors de ce cadre les coordonnateurs et pays intéressés, comme vous l'avez si bien fait jusqu'à présent, mais de rencontrer tous les pays intéressés cette fois-ci, et je suis persuadé que nous parviendrons à nous mettre d'accord. Si vous constatez que, malgré ces contacts, certaines délégations demandent encore du temps, eh bien qu'il en soit ainsi. En attendant, poursuivons les déclarations. Je crois toutefois probable que nous parvenions à une solution, même si je pense que ce ne sera pas dans ce type de rencontre, qu'elle soit officielle ou officieuse. Je crois qu'il faut agir comme je viens de le proposer.

Une autre solution pourrait être de suspendre la séance et de tenir une réunion improvisée pour voir si nous pouvons trouver un accord, mais, certaines délégations ayant fait savoir qu'elles avaient encore besoin de temps pour communiquer avec leurs capitales, je crois que la solution que j'ai proposée est la plus sage. Elle a été appuyée par la France et la Russie et personne ne s'y est opposé, et je vous propose d'avancer sur cette base. Nous reviendrons sur cette question après vos consultations et, entre temps, nous écouterons les orateurs qui ont souhaité ou qui souhaiteront prendre la parole aujourd'hui.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de l'Algérie, et je crois que les deux solutions que vous avez proposées sont exactement les mêmes que celles que j'ai proposées aux autres délégations, et c'est exactement ainsi que j'ai tenté d'orienter nos travaux. Qu'y a-t-il donc de nouveau? Souhaitez-vous dire quelque chose à présent?

**M. Hernández Basave** (Mexique) (*parle en espagnol*): Je ne sais si cela relève de l'article 30 ou non, mais je ne puis m'empêcher de faire une déclaration pour dire qu'à l'évidence, les ressources de la Conférence du désarmement sont épuisées. Ce débat de procédure absurde apporte la démonstration de l'assèchement des ressources de la Conférence du désarmement. Pour le Mexique, il est évident que l'importance qui a été celle de la Conférence du désarmement autrefois fait désormais partie du passé.

N'oublions pas que siègent ici actuellement les ambassadeurs, plénipotentiaires et représentants des cinq puissances nucléaires, ainsi que les ambassadeurs de certains des pays membres non permanents du Conseil de sécurité. Le Mexique vient lui-même d'achever un nouveau mandat en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité.

Ici siègent également les ambassadeurs, représentants et plénipotentiaires des pays du G-8 et du G-20 qui cherchent à jouer un rôle de premier plan dans nos régions, dans nos groupes et dans nos sphères d'influence, et c'est peut-être pour cela que nous sommes membres de la Conférence du désarmement et que nous cherchons à faire jouer un rôle de premier plan à la Conférence du désarmement.

Je voudrais souligner que l'article 24 de la Charte des Nations Unies confère aux membres du Conseil de sécurité, qu'ils soient membres permanents ou non, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et qu'il réclame une action rapide et efficace de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies pour répondre aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Je crois que personne ne met en doute le fait que le désarmement nucléaire et le désarmement, la limitation des armements et la non-prolifération dans le domaine des armes classiques ont un lien direct avec la paix et la sécurité internationales. Il y a longtemps que l'époque où nous discussions et débattions des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales est révolue. Alors que le monde est déstabilisé par des révolutions dans divers lieux, dans diverses régions, nous sommes ici englués dans des débats de procédure.

La délégation mexicaine tient à saisir l'occasion offerte par ce débat de procédure et par l'état d'esprit dans lequel nous nous trouvons actuellement pour exhorter les membres de la Conférence du désarmement à réfléchir à des solutions nouvelles pour promouvoir le

désarmement nucléaire, la limitation des armements et les questions qui relèvent de notre compétence, afin de nous permettre de renforcer la sécurité du monde et de contribuer à la paix de notre planète.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration. Je passe donc à la liste des orateurs et à la question du désarmement nucléaire. Parallèlement, la présidence chinoise reste ouverte à toute proposition susceptible d'alimenter un échange plus ciblé, plus approfondi et plus interactif sur telle ou telle question centrale à la Conférence du désarmement. Nous ferons de notre mieux, comme nous l'avons toujours fait.

Je donne la parole à l'Ambassadeur des Philippines.

**M. Garcia** (Philippines) (*parle en anglais*): Je voudrais, au nom du Groupe informel des États observateurs à la Conférence du désarmement, vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence. Votre expérience et votre sagacité nous seront d'une grande utilité dans les semaines à venir.

Nous tenons à saisir cette occasion de vous exprimer notre gratitude pour la déclaration très encourageante que vous avez faite lorsque vous avez accédé à la présidence, le 22 mars dernier, déclaration dans laquelle vous avez, entre autres, reconnu le rôle des États observateurs dans les travaux de la Conférence du désarmement et salué l'examen de la question de l'élargissement de la Conférence. De même, nous saisissons cette occasion de remercier vos prédécesseurs à la présidence de la Conférence, à savoir l'Ambassadeur du Chili et l'Ambassadeur du Canada, d'avoir consulté notre groupe et porté nos préoccupations à la Conférence. Nous tenons également à remercier sincèrement l'Ambassadeur de la Fédération de Russie d'avoir estimé que le prestige de la Conférence avait tout à gagner d'un élargissement progressif de sa composition, et d'avoir proposé la tenue d'une séance plénière de la Conférence consacrée à la question de l'élargissement de sa composition.

Le Groupe informel des États observateurs réaffirme respectueusement que la désignation d'un rapporteur spécial ne représente que le début de l'examen de cette question, et qu'elle ne préjuge et ne présume en rien d'un quelconque résultat, conformément au précédent créé par la Conférence en 2001. Nous tenons à remercier chaleureusement l'Ambassadeur du Brésil de ses conseils et de son appui à cet égard. Notre gratitude s'adresse également aux nombreuses délégations qui se sont exprimées en faveur de l'examen de la question de l'élargissement de la composition de la Conférence.

Monsieur le Président, le Groupe informel des États observateurs se félicite de votre déclaration de la semaine dernière, dans laquelle vous avez exposé votre position et vos idées concernant la façon de faire avancer les travaux de la Conférence. Rappelons également votre exhortation: nous ne devons jamais négocier dans la crainte, mais nous ne devons pas non plus craindre de négocier. Il s'agit d'une citation du défunt Président John F. Kennedy, reprise par Votre Excellence et par d'autres délégations. Vous avez vous-même estimé que nous tous, membres et observateurs, sommes tous sur le même bateau et que nous devons nous entraider. En effet, la présidence chinoise et les autres présidences peuvent compter sur l'appui indéfectible du Groupe informel des États observateurs dans les efforts faits pour permettre à la Conférence de commencer un travail de fond dès que possible.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Algérie.

**M. Jazaïry** (Algérie) (*parle en arabe*): Tout d'abord, je voudrais vous dire, Monsieur l'Ambassadeur Wang Qun, combien je suis heureux que vous ayez accédé à la

présidence de la Conférence du désarmement. Nous ne doutons pas que vos compétences et votre professionnalisme, sans parler de l'attachement de votre pays à la paix et à la sécurité internationales, contribueront au succès de nos discussions.

Je tiens par ailleurs à remercier votre prédécesseur, M. Pedro Oyarce, Ambassadeur du Chili, des efforts considérables qu'il a faits en tant que Président de la Conférence.

La délégation tient à prendre la parole aujourd'hui pour réaffirmer l'importance du désarmement nucléaire, question dont nous avons parlé abondamment et à de nombreuses reprises depuis le début de la présente session. Nous avons écouté avec un vif intérêt les arguments avancés par les diverses délégations qui ont pris part au débat sur ce sujet au cours des présidences chilienne et canadienne.

Ces débats ont fait apparaître le fait que l'objectif suprême du désarmement nucléaire restait une cause universelle, qui ne rencontrait aucune objection. C'est là un élément essentiel qu'il convient de souligner. Les différences d'opinion tiennent aux politiques et aux stratégies qu'il faudrait mettre en œuvre pour atteindre cet objectif.

Il est vrai que la communauté internationale a, par consensus, défini les priorités à suivre dans le document final adopté à l'issue de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978. Ces priorités peuvent être résumées comme suit:

1. Cessation de l'amélioration qualitative des systèmes d'armes nucléaires, et cessation de leur utilisation;
2. Cessation de la production de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, et arrêt de la production de matières fissiles;
3. Élaboration d'un programme global et par étapes, assorti d'un calendrier concerté, pour une réduction progressive et équilibrée des stocks d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, devant conduire dès que possible à leur élimination complète.

La Conférence du désarmement a été créée au cours de cette session extraordinaire en tant qu'organe responsable de la négociation d'un désarmement, y compris sur les questions susmentionnées. Aujourd'hui, il est à la fois urgent et légitime de travailler ensemble pour débarrasser l'humanité du risque d'anéantissement qui pèse sur elle. Le risque de contamination radioactive engendré par l'accident des réacteurs de Fukushima à la suite de la catastrophe majeure qui a frappé le Japon, pays ami du nôtre, nous rappelle les conséquences graves auxquelles nous serions exposés en cas de guerre nucléaire ou d'accident mettant en cause des armes nucléaires.

Les armes nucléaires représentent toujours une menace pour la paix et la stabilité, et aussi un risque d'anéantissement, du fait de l'accumulation massive d'arsenaux nucléaires et de la résurgence de doctrines et de stratégies militaires dangereuses concernant l'emploi de ces armes.

Il est temps que la communauté internationale en général, et les Puissances nucléaires en particulier, assument les responsabilités auxquelles elles se sont engagées lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010 en progressant de façon rapide et tangible vers un désarmement nucléaire, suivant les étapes clairement énoncées dans le document final adopté lors de la Conférence d'examen du TNP de 2000, sur la base, notamment, de l'engagement clair qu'elles ont pris en faveur de l'élimination totale de ces armes.

Dans ce contexte, je voudrais également rappeler l'avis consultatif rendu en juillet 1996 par la Cour internationale de Justice, laquelle a conclu à l'unanimité qu'il existait une obligation de négocier un désarmement nucléaire. Le fait de se dérober à cette obligation ou d'échouer dans sa mise en œuvre risque de porter un coup à l'ensemble du régime de non-prolifération des armes de destruction massive.



Il existe de nombreuses propositions et idées utiles dont nous pouvons nous inspirer, notamment la proposition en cinq points sur un désarmement nucléaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la proposition relative à une convention sur les armes nucléaires, et la proposition du Costa Rica et de la Malaisie concernant un modèle de convention sur les armes nucléaires.

Dans ce contexte, la Conférence du désarmement pourrait contribuer à la réalisation de notre objectif commun. La délégation algérienne souligne la nécessité d'adopter sans retard un programme de travail, qui nous permettra de créer un organe subsidiaire sur le désarmement nucléaire conformément à la résolution 65/56 de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire.

Dans ce contexte, je rappelle le plan de travail pour l'élimination des armes nucléaires selon un calendrier défini, que le Mouvement des pays non alignés a soumis à la Conférence d'examen du TNP de 2010. Ce plan renferme des séries de mesures et des étapes concrètes qui devraient, d'ici à 2025, conduire à l'élimination totale des armes nucléaires.

**Le Président** (*parle en anglais*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur, de votre importante déclaration sur ce thème. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan. Vous avez la parole.

**M. Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*): Dans tous les débats de la Conférence, qu'ils soient officiels ou officieux, le Pakistan a clairement affirmé sa position sur le désarmement nucléaire. Pour la Conférence, le désarmement nucléaire est la question fondamentale qui fédère toutes les autres. La Conférence a été créée pour mener à bien le programme de désarmement, éviter une guerre nucléaire et prendre des mesures propres à assurer une sécurité égale pour tous. L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie d'une paix et d'une sécurité durables pour tous. La façon la plus efficace et la plus crédible d'arrêter et de prévenir la course aux armements nucléaires est de promouvoir un désarmement nucléaire transparent, irréversible et vérifiable. Nous tenons à répéter ce qui a été affirmé à maintes reprises par l'immense majorité des membres de la Conférence. Objectivement, s'il y a un large consensus entre les pays sur telle ou telle question de désarmement, c'est sur la nécessité de progresser vers un désarmement nucléaire.

En dépit des bouleversements que le monde a connus au cours des dernières années écoulées, cette évolution ne s'est pas traduite par la maîtrise et l'élimination des armes nucléaires. La stabilité dangereuse d'une destruction réciproque assurée a été remplacée par un monde multipolaire moins redoutable, certes, mais plus incertain. Aujourd'hui, alors que l'histoire avance, nous devons faire une pause et réfléchir aux raisons et aux conséquences de notre inertie et de notre inaction en ce qui concerne le désarmement nucléaire. En l'absence de confrontation stratégique entre les grandes Puissances, ne serait-il pas plus sage de saisir l'occasion d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires?

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont les deux faces d'une même médaille. La non-prolifération des armes nucléaires tire sa légitimité en tant qu'objectif du fait qu'elle est destinée à faciliter l'objectif plus global du désarmement nucléaire. La non-prolifération n'est pas destinée à permettre aux États puissants de continuer à posséder des armes nucléaires. Le TNP n'avait pas vocation à établir une division permanente entre États possesseurs et États non possesseurs d'armes nucléaires. Il s'agissait d'un arrangement transitoire, adopté dans un premier temps pour vingt-cinq ans, dans le but de permettre aux États dotés d'armes nucléaires de négocier les mesures nécessaires en vue du désarmement nucléaire. La promesse contenue dans l'article VI du TNP, consistant à promouvoir le désarmement nucléaire, n'est pas une concession faite par les États dotés d'armes nucléaires. Elle est une obligation au moins aussi cruciale à la non-prolifération que l'engagement des États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP de s'abstenir de mettre

au point des armes nucléaires. Pourtant, force est de constater aujourd'hui que la plupart des États dotés d'armes nucléaires perçoivent la prorogation illimitée du TNP comme une autorisation à la possession illimitée des armes nucléaires, ce qui, pour nous, est une illustration de la nature déséquilibrée du TNP.

En outre, l'effort en faveur de la non-prolifération ne doit pas porter exclusivement sur la prolifération horizontale. Il doit aussi prendre en compte les risques liés à la prolifération verticale, qui exacerbent les incertitudes et l'instabilité et engendrent une nouvelle compétition stratégique.

Le Pakistan est convaincu que c'est dans le cadre de la Conférence du désarmement que la communauté internationale pourra le mieux satisfaire à l'impératif d'un désarmement nucléaire. Le désarmement nucléaire est un sujet de négociation essentiel, et la Conférence du désarmement est l'instance adaptée à la tenue de telles négociations. Cette question reste une priorité pour la Conférence. Contrairement à une impression erronée concernant l'importance primordiale du soi-disant Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles pour les travaux de la Conférence, c'est bien le désarmement nucléaire qui constitue le cœur du succès de la Conférence.

**Le Président** (*parle en anglais*): Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade sur ce sujet? Je donne la parole au représentant de l'Iran.

**M. Daryaei** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Je vous remercie, Monsieur le Président. Je saisis cette occasion de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'entière coopération de ma délégation.

Le principal thème étant le désarmement nucléaire, nous avons toujours affirmé que la question du désarmement nucléaire était la première des priorités de la Conférence du désarmement. La production et la possession d'armes nucléaires sous quelque prétexte que ce soit sont illégales, illégitimes, inhumaines et particulièrement dangereuses. Elles exposent en premier lieu le pays de production et de stockage de ces armes. Il suffit de se rappeler à quel point le transfert accidentel d'un missile équipé d'une charge nucléaire sur un bombardier entre deux bases militaires d'un même pays dans un État doté d'armes nucléaires a constitué un réel danger, préoccupant en premier lieu la population de ce même État.

En deuxième lieu, l'unique fonction des armes nucléaires est l'anéantissement systématique de tous les êtres vivants, la destruction irréversible de l'environnement et la création d'effets radiologiques permanents et irrémédiables qui compromettraient la survie des générations futures des pays concernés.

La tragédie du tsunami qui a frappé le Japon a montré combien nous étions vulnérables face à l'emploi délibéré des armes nucléaires, à l'utilisation accidentelle de ces armes et aux dégâts qu'une catastrophe naturelle pourrait causer aux stocks d'armes nucléaires. Nous devons donc progresser vers un désarmement nucléaire. L'arme nucléaire est davantage un feu contre l'humanité qu'une arme défensive. La possession de l'arme nucléaire n'est pas une source de fierté. Il est révoltant et, pour tout dire, honteux, d'employer ou de menacer d'employer de telles armes, un geste qui serait sans commune mesure avec tous les crimes commis à travers les âges.

Le TNP n'a pas donné aux États dotés d'armes nucléaires le droit de conserver indéfiniment leurs arsenaux nucléaires. Ces États sont au contraire dans l'obligation d'éliminer totalement ces armes, comme il ressort de l'article VI du TNP, qui n'est toujours pas appliqué. Dans son avis consultatif, la Cour internationale de Justice a clairement indiqué qu'il existe une obligation de mener de bonne foi et de conclure des négociations devant conduire à un désarmement nucléaire sous tous ses aspects sous un contrôle

international strict et efficace. Lors de la Conférence d'examen du TNP, le Mouvement des pays non alignés a proposé l'adoption d'un cadre juridique assorti d'un calendrier précis en vue de l'élimination totale des armes nucléaires en 2025. Nous demeurons fermement convaincus que des mesures claires et concrètes doivent être prises pour atteindre cet objectif.

Il est regrettable que, longtemps après la fin de la guerre froide, subsistent des alliances militaires fondées sur la notion de parapluie nucléaire. Le partage de la technologie nucléaire se poursuit, et des armes nucléaires continuent d'être déployées sur le territoire d'États qui ne sont pas dotés de telles armes. Il est donc grand temps que la Conférence du désarmement crée un comité spécial chargé de mener, en priorité, et comme l'a proposé notre Ministre des affaires étrangères, la négociation d'une convention sur les armes nucléaires. Cette convention pourra comporter les éléments suivants: interdiction de la production, de la mise au point et de l'emploi ou de la menace de l'emploi d'armes nucléaires; renonciation au rôle de dissuasion de l'arme nucléaire dans toutes les doctrines de défense; prévention du déploiement d'armes nucléaires dans tous les milieux, à savoir au sol, sous les mers, dans l'atmosphère et dans l'espace extra-atmosphérique; interdiction de la production de matières fissiles à des fins militaires; déclaration de tous les stocks de matières fissiles de qualité militaire et élimination irréversible de ces stocks suivant un calendrier spécifique; déclaration de toutes les ogives et levée vérifiable de leur état d'alerte; et élimination irréversible des ogives nucléaires suivant un programme par étapes et un calendrier précis.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Iran de sa déclaration. Je donne la parole à l'Ambassadeur du Royaume-Uni.

**M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Je suis très heureux des déclarations importantes qui ont été faites sur ce sujet. Je ne reviendrai pas sur les positions que nous avons clairement affirmées au moins à deux reprises cette année.

Toutefois, je voudrais réagir à certaines des observations faites aujourd'hui dans cette salle, car je crois qu'il en va aussi de notre programme de travail. Je voudrais néanmoins, tout d'abord, exprimer mon accord total avec mon collègue mexicain s'agissant de la nécessité d'aller de l'avant, une position que je partage sans réserve. Je ne suis pas persuadé que notre débat de procédure n'ait pas, en fait, dissimulé un débat de fond, mais je suis d'accord avec ce qu'a dit mon collègue, à savoir que nous devons absolument avancer. J'en viens à présent à ce qu'a dit mon estimé collègue du Pakistan, pays qui est un grand ami du Royaume-Uni. Comme il l'a fait observer, l'immense majorité des membres de la Conférence du désarmement sont aussi parties au Traité sur la non-prolifération, et, à ce titre, ils ont contracté des obligations juridiquement contraignantes. En effet, il ne s'agit pas d'une concession, mais d'une obligation juridique de désarmer; toutefois, il n'y a ni inertie, ni inaction. Soixante-quinze pourcent des arsenaux nucléaires du monde ont été détruits en vingt ans, et nous continuons de progresser. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les États considérés comme possesseurs d'armes nucléaires au regard du TNP, ont tous souscrit à l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Comme je l'ai dit hier, pour atteindre cet objectif, nous avons besoin que tous les États s'engagent à désarmer, à ne plus expérimenter d'armes nucléaires et à ne plus en produire non plus.

J'en viens à présent aux propos de mon estimé collègue et ami algérien, et je voudrais faire des observations du même ordre: je ne crois pas que nous soyons en train de reculer. Je dirais même que j'approuve totalement cette idée: nous ne devons pas reculer. Là encore, dans leur grande majorité, les membres de cette instance sont aussi parties au TNP et, en mai dernier, nous avons adopté pour la première fois un plan d'action qui porte sur les trois piliers du Traité. Je ne suis pas persuadé qu'il soit particulièrement utile d'affirmer à la Conférence du désarmement que le TNP n'existe pas par le seul fait qu'il ne

convient pas à certains et de tenter de revisiter les questions qui ont déjà été examinées très en profondeur pendant un mois à New York, l'année dernière. Je voudrais faire cette observation à l'attention de notre collègue iranien.

Je voudrais dire que, du point de vue des États dotés d'armes nucléaires – certes, je ne m'exprime pas au nom des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, mais je sais que nous partageons ce point de vue – nous acceptons les obligations contenues dans le Plan d'action, et nous avançons dans le but de leur donner effet. Nous nous réunirons à Paris lors d'une conférence en juin prochain, précisément dans ce but. Je crois qu'il serait utile pour les membres de la Conférence, qu'ils soient ou non parties au TNP, de réfléchir au Plan d'action, et je souligne tout particulièrement la mesure n° 6, qui concerne la création d'un organe subsidiaire pour traiter du désarmement nucléaire. Je n'ai rien entendu de tel; nous avons tous signé ce programme pour faire barrage à quatre membres. Je cite également la mesure n° 7, qui vise à entamer immédiatement un débat de fond, sans limitations, sur des arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, pour élaborer des recommandations portant sur la question à l'examen sous tous ses aspects, sans exclure un instrument qui aurait force obligatoire à l'échelle internationale. Nous avons tous souscrit à cet engagement. Où est-il dit que nous devons examiner ces questions au sein de cette instance? La mesure n° 15 est celle qui nous bloque, celle qui nous est spécifiquement destinée, et elle concerne le Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

C'est pourquoi, en ce qui concerne le débat sur le désarmement nucléaire, le Royaume-Uni souhaiterait savoir ce que les États membres qui ne sont pas dotés d'armes nucléaires souhaitent faire pour s'acquitter de leurs obligations. Ce serait, me semble-t-il, un débat intéressant, qui nous aiderait tous à mieux comprendre comment nous pouvons avancer sur les questions relatives au désarmement et à la non-prolifération nucléaires et au nucléaire civil.

Monsieur le Président, je conclurai à ce stade, mais j'ai hâte de poursuivre le débat sur ces importantes questions, et j'espère que vous prendrez en compte ce que j'ai dit lorsque vous établirez le programme de travail.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration. Je donne la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

**M. Combrink** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): Ma délégation ne prévoyait pas de prendre la parole ce matin, car nous nous sommes déjà exprimés sur cette importante question au cours des précédents débats pléniers, mais après avoir entendu les observations de ce matin, nous avons quelques commentaires à apporter.

Tout d'abord, Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence. Nous sommes à un stade important de l'histoire de la Conférence, dont les travaux restent englués dans des débats stériles depuis des années. L'absence de progrès qui, depuis plus de dix ans, paralyse notre action sur le front du désarmement nucléaire, a non seulement empêché la Conférence de contribuer à la création d'un environnement international plus sûr, mais aussi sapé le climat de confiance au sein de cette importante instance multilatérale de désarmement.

Le désarmement nucléaire demeure une priorité pour l'Afrique du Sud. Notre engagement s'est exprimé non seulement à travers les déclarations que nous avons faites devant les diverses instances internationales, mais aussi, plus concrètement, à travers les mesures pratiques qui se sont traduites par l'élimination du programme d'armement nucléaire qui avait été mis en place par le régime d'apartheid. La priorité que nous attachons au désarmement nucléaire est aussi partagée par les pays membres du Mouvement des pays non alignés, par le Groupe des 21 et par l'immense majorité des États membres de tous les groupes régionaux à la Conférence du désarmement. Or, les

engagements rhétoriques n'ont aucune valeur. Beaucoup de délégations ici présentes, notamment celles des États dotés d'armes nucléaires et celles des États qui ne sont pas parties au TNP, ont déclaré leur volonté de parvenir à un monde sans armes nucléaires. Pourtant, au-delà des progrès des efforts bilatéraux de réduction des armements nucléaires, et malgré la valeur de ces progrès, ces engagements ne se sont toujours pas traduits par des mesures concrètes conformes aux principes d'un désarmement nucléaire, principes qui sont l'irréversibilité, la transparence et la vérifiabilité.

À l'image de l'Ambassadeur du Royaume-Uni, nous voudrions rappeler les décisions prises l'année dernière lors de la Conférence d'examen du TNP dans le contexte du Plan d'action sur le désarmement nucléaire. Il convient de souligner le fait qu'à quelques exceptions près, l'immense majorité des membres de la Conférence du désarmement et l'ensemble des États parties au TNP ont appuyé cette importante réalisation. Il est à noter que la Conférence d'examen du TNP de 2010 a confirmé l'engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires en faveur du désarmement nucléaire. Ma délégation n'a entendu aucun des États non parties au TNP s'opposer à cet objectif dans le cadre de la Conférence. En fait, il est certain que la plupart d'entre eux sont favorables à l'élimination totale des armes nucléaires. Il y a donc une contradiction – ce qui met en doute la sincérité de ces engagements – dans le fait que la Conférence demeure incapable de s'entendre sur la création d'un organe subsidiaire chargé de traiter la question du désarmement nucléaire conformément au mandat de la Conférence, organe multilatéral de négociation.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Afrique du Sud de son importante déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique.

**M<sup>me</sup> Kennedy** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Je voudrais une nouvelle fois remercier mes collègues les Ambassadeurs des Philippines et de l'Algérie de la patience dont ils ont fait preuve en attendant de pouvoir faire leurs déclarations, toutes deux pleines de réflexions utiles. S'agissant plus particulièrement de la déclaration de l'Ambassadeur Jazairi, qui n'a, bien entendu, pas manqué de faire allusion à la proposition du Secrétaire général concernant l'idée de convention-cadre, nous voudrions souligner qu'il a également suggéré un autre moyen de parvenir à l'objectif commun d'un monde sans armes nucléaires, à savoir un ensemble de mesures progressives et mutuellement avantageuses.

Je crois que nous avons fait de très nombreuses déclarations concernant le désarmement nucléaire et notre vision de cette question, et je n'y reviendrai pas aujourd'hui, si ce n'est pour dire que le désarmement nucléaire est, bien sûr, un objectif auquel nous souscrivons tous, dans le cadre des obligations que nous avons contractées au titre du TNP et dans le cadre de la politique de notre administration, et je suis heureuse de dire que le Traité START, qui marque une avancée importante et qui a été négocié ici à Genève, a été ratifié, que son application a commencé et qu'une commission consultative bilatérale commencera prochainement ses travaux. Je sais que mon administration fait, comme nous le disons, son devoir, c'est-à-dire qu'elle a engagé un travail préparatoire en vue du prochain cycle. Nous souhaitons engager, dès que possible, une réduction des armes nucléaires stratégiques et non stratégiques déployées et non déployées. Mon collègue du Royaume-Uni a fait référence à la nécessité de prendre des mesures pour mettre fin à l'expérimentation et à la production. Nous souhaitons que le TICE soit ratifié. Nous faisons le nécessaire pour préparer le succès du débat qui aura lieu au Sénat concernant la ratification, et nous sommes heureux d'entendre notre estimé collègue pakistanais se prononcer pour un désarmement nucléaire.

Là encore, si nous envisageons un processus par étapes, nous ne voyons pas comment il serait possible de progresser vers un désarmement nucléaire et vers un monde sans armes nucléaires sans prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à la production

de matières fissiles. Il n'y a pas d'arme nucléaire sans matières fissiles. Je voudrais donc, si vous me le permettez, réaffirmer que c'est pour cette raison que notre Secrétaire d'État est venue jusqu'ici et qu'elle a souligné l'urgence d'une telle mesure, car il s'agit bien là, je le crois, d'une mesure essentielle pour parvenir à un monde sans armes nucléaires.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre importante déclaration. Je donne la parole au représentant du Chili.

**M. Luciano Parodi** (Chili) (*parle en espagnol*): Nous voudrions réitérer les observations faites par le Groupe des 21 à travers notre dernière déclaration consacrée à cette question, dans laquelle nous avons fait part de nos préoccupations quant à la menace que la persistance des armes nucléaires fait peser sur l'humanité. Force est de reconnaître qu'il s'agit là pour la communauté internationale d'une priorité, qui a fait l'objet de nombreuses déclarations politiques et juridiques que nous connaissons tous. L'idée de base est de proposer des mesures pratiques portant à la fois sur le désarmement et sur la non-prolifération. Le désarmement nucléaire est forcément positif, et la prolifération forcément négative. Il est donc important de les concilier. Nos responsabilités individuelles et collectives ne doivent pas s'exercer sur un seul de ces deux volets, mais à égalité sur les deux. Ces efforts comportent nécessairement des mesures mutuellement bénéfiques prises dans le cadre d'un processus progressif, mais aussi à travers des instruments juridiquement contraignants propres à garantir l'irréversibilité.

Cette approche nous semble représenter un moyen réaliste de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Il importe de mettre l'accent sur tout un éventail d'actions concrètes: premièrement, l'engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires de parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires; deuxièmement, l'interdiction effective de l'expérimentation, de la modernisation, de la mise au point et de la production de nouvelles armes nucléaires; troisièmement, l'élimination de l'arme nucléaire des doctrines militaires et de la dissuasion stratégique; quatrièmement, la réduction du danger lié aux armes nucléaires, y compris par la levée de l'état d'alerte des armes nucléaires et par une réduction de l'état de préparation opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires; cinquièmement, la négociation d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires; sixièmement, la négociation d'une convention sur l'interdiction complète de l'emploi ou de la menace de l'emploi des armes nucléaires; septièmement, le développement des zones exemptes d'armes nucléaires, particulièrement au Moyen-Orient et dans les autres foyers de tension régionale; huitièmement, des mesures de transparence et de confiance; neuvièmement, des mécanismes multilatéraux permettant une surveillance, un contrôle et une vérification stricts; et, enfin, dixièmement, la négociation d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et de l'emploi d'armes nucléaires et sur leur destruction, devant conduire à l'élimination mondiale, non discriminatoire et vérifiable des armes nucléaires suivant un calendrier précis.

Nous devons considérer ces mesures interdépendantes comme étant de l'intérêt commun de la paix et de la sécurité internationale, et plus particulièrement de la sécurité humaine. Dans ce contexte, nous nous félicitons du Plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010, ainsi que des résolutions adoptées à sa soixante-cinquième session par l'Assemblée générale, qui illustre la priorité accordée mondialement à cette question en définissant les responsabilités respectives des États dotés d'armes nucléaires et de ceux qui n'en possèdent pas.

Nous avons également réaffirmé les aspects positifs des engagements unilatéraux et multilatéraux pris en matière de désarmement nucléaire par les États possesseurs de telles armes, y compris les actions concrètes prises dans le but de réduire les arsenaux, la renonciation à la première utilisation ou menace d'utilisation de la force, et la diminution

du niveau d'alerte des armes nucléaires. Si elles restent insuffisantes, ces actions n'en restent pas moins positives, en tant qu'étapes intermédiaires vers un désarmement nucléaire, en ce que nous apprécions la valeur des zones exemptes d'armes nucléaires et de leur extension à des foyers de tension dans le monde. Nous apprécions également toute mesure susceptible de contribuer au développement de la transparence, de la confiance mutuelle et d'une vérification réciproque suffisante.

Notre objectif ultime est d'éliminer complètement le risque de l'emploi et de l'existence des armes nucléaires, mais seuls des accords multilatéralement contraignants pour l'interdiction totale des armes nucléaires apporteront la garantie de leur réalisation, car, par leur existence même, les arsenaux nucléaires, qui comportent quelques dizaines ou plusieurs milliers d'armes ou de vecteurs, représentent déjà un risque inacceptable pour la sécurité internationale. Dans ce contexte, l'idée de conserver des armes à des fins dissuasives est aussi inacceptable, et nous devons donc tout faire pour parvenir à leur élimination.

Merci, Monsieur le Président.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je remercie le représentant du Chili de son importante déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. El-Atawy** (Égypte) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président, et permettez-moi de vous féliciter à nouveau d'avoir accédé à la présidence. Ma délégation n'avait pas prévu de prendre la parole aujourd'hui, car nous avons déjà fait part de notre position en ce qui concerne le désarmement nucléaire. Mais nous voudrions réagir à certains des points qui ont été abordés au cours de la séance d'aujourd'hui. Nous sommes encouragés par le fait qu'il a été fait référence au Document final et au Plan d'action adoptés lors de la Conférence d'examen du TNP, et nous sommes particulièrement encouragés par la perspective d'une prochaine rencontre au cours de laquelle les cinq États dotés d'armes nucléaires réfléchiront au contenu du Plan d'action et à la façon de le traduire en avancées vers un désarmement nucléaire complet. Je suis aussi particulièrement encouragé d'avoir entendu la référence à la mesure n° 6 s'agissant de nos travaux à la Conférence du désarmement, qui pourrait se traduire par un programme de travail, qui pourrait être mise en œuvre par un organe subsidiaire sur le désarmement nucléaire, et qui consiste essentiellement à traiter la question du désarmement nucléaire. Nous devons prendre en compte cet aspect des choses dans notre réflexion sur un programme de travail.

En outre, en ce qui concerne le traité sur les matières fissiles, il est vrai qu'il ne peut y avoir d'armes nucléaires sans les matières servant à leur fabrication, et il serait encourageant de pouvoir négocier un traité sur les matières fissiles visant à éliminer toutes les matières, déjà produites ou à venir, entrant dans la fabrication des armes nucléaires.

Enfin, il me semble que je n'ai de cesse de rappeler à nos collègues britanniques que le Plan d'action ne concerne pas uniquement les trois piliers du Traité. Il comporte aussi une quatrième partie, qui traite de la question du Moyen-Orient, et nous souhaitons que ce volet soit, lui aussi, appliqué en temps voulu.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre importante intervention. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mexique.

**M. Hernández Basave** (Mexique) (*parle en espagnol*): Il en est pour nous comme pour beaucoup d'autres délégations ici présentes. Le 1<sup>er</sup> février dernier, ma délégation a fait une nouvelle déclaration sur cette importante question. Nous nous félicitons des déclarations qui ont été faites aujourd'hui, et qui sont toutes d'une grande importance, comme l'ont souligné l'Afrique du Sud et l'Égypte, partenaires du Mexique dans la

nouvelle alliance, et toutes ces mesures nous portent à croire qu'il est possible de progresser sur la voie du désarmement nucléaire.

Nous tenons à indiquer une nouvelle fois que nous avons pris des mesures unilatérales et multilatérales. Comme nous l'a rappelé l'Ambassadrice des États-Unis, la Conférence du désarmement n'est pas la seule instance de négociation à Genève; il y a ici d'autres instances, dont au moins une instance de négociation dans le domaine du désarmement, instance bilatérale certes, mais instance de négociation tout de même. Nous les exhortons à poursuivre leurs travaux.

Nous souhaitons également la poursuite des mesures régionales telles que les zones exemptes d'armes nucléaires. Le Mexique est un fervent partisan de telles zones. En fait, nous avons été un des plus ardents promoteurs de la première zone exempte d'armes nucléaires créée dans une zone densément peuplée, une zone qui est toujours en place aujourd'hui. Aucune de ces mesures ne saurait faire oublier la nécessité d'un instrument multilatéral qui, comme l'a clairement indiqué l'Ambassadeur de l'Afrique du Sud, doit reposer sur les notions essentielles d'irréversibilité, de transparence et de vérifiabilité.

C'est pourquoi, simplement pour mémoire, parce que nous participons au débat d'aujourd'hui et parce que nous tenons à insister largement sur la nécessité d'agir concrètement, nous nous demandons si chacun est d'accord sur la nécessité d'un tel instrument multilatéral qui nous aiderait, peut-être de façon progressive, à nous débarrasser des armes nucléaires.

Comment atteindrons-nous effectivement cet objectif, Monsieur le Président? Comment surmonter les obstacles de procédure auxquels nous nous heurtons depuis quatorze ans à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement? Comment et quand, dans quel cadre et dans quelle instance, serons-nous en mesure de traduire dans la réalité la détermination politique de tous ceux qui se sont exprimés aujourd'hui, au nombre desquels figurent des États dotés d'armes nucléaires officiellement reconnus comme possesseurs d'armes nucléaires également parties au TNP et d'autres États détenteurs de telles armes qui ont décidé de ne pas adhérer au Traité?

Bien sûr, à l'image de l'immense majorité de la communauté internationale, qui ne possède pas d'armes nucléaires, nous avons tenu nos engagements, nous respectons notre objectif et nous luttons inlassablement, par toutes sortes de mesures subsidiaires et secondaires, pour convaincre les possesseurs de ces armes de s'en débarrasser. Quand et comment y parviendrons-nous? Telle est la question à laquelle nous devons réfléchir, et c'est pour cela que nous n'avons cessé de renouveler notre invitation à rechercher de nouvelles solutions en remplacement d'une instance qui nous empêche de progresser dans cette direction.

Merci.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre déclaration. Je donne la parole au représentant de l'Algérie.

**M. Khelif** (Algérie) (*parle en arabe*): La délégation algérienne n'avait pas prévu de prendre la parole, l'Ambassadeur Jazaïry s'étant déjà exprimé concernant la position de mon pays, l'Algérie, sur la question du désarmement nucléaire. Cependant, l'intense débat que nous avons eu et, en particulier, les déclarations de certaines délégations et de certains États dotés d'armes nucléaires, nous conduisent à nous exprimer à nouveau sur ce sujet. Je voudrais dire d'emblée que l'Algérie est partie en tant qu'État non doté d'armes nucléaires au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Elle est pleinement déterminée à s'acquitter des obligations qu'elle a contractées en vertu du Traité et s'est



soumise au système des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Nous sommes encouragés par les déclarations des délégations de certains États dotés d'armes nucléaires réaffirmant leur attachement au désarmement nucléaire. Nous espérons que tous ces engagements seront suivis d'effets dans le cadre de la Conférence du désarmement et, en particulier, comme l'a indiqué dans sa déclaration le représentant de l'Égypte, pays frère du nôtre, que des mesures seront prises en vue de créer un organe subsidiaire à la Conférence du désarmement pour traiter cette question. Une autre question essentielle est celle des doctrines militaires qui accordent une large place à l'arme nucléaire dans les politiques de défense des États. Nous ne sommes pas certains que de telles politiques et de telles doctrines militaires pourraient ouvrir la voie à un désarmement nucléaire. Au cours des douze derniers mois écoulés, nous avons observé qu'un certain nombre d'États dotés d'armes nucléaires avaient insisté sur l'importance de ces armes dans la protection de leurs intérêts vitaux, ainsi que sur leur droit de légitime défense au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Cet article s'applique également à nous, États non dotés d'armes nucléaires ayant des intérêts vitaux. Nous aimerions savoir à quel moment nous pourrions fixer une date limite précise au désarmement nucléaire, car nous savons que les intérêts vitaux des États ne disparaîtront pas. Cela signifie-t-il que ces armes subsisteront, ou qu'elles ne seront éliminées que si nous trouvons d'autres solutions propres à garantir plus efficacement la paix et la sécurité à ces États que les armes nucléaires?

S'agissant du régime de non-prolifération, la délégation algérienne a, dans ses précédentes déclarations, soulevé un certain nombre de questions concernant les différents aspects de la non-prolifération. Nous savons qu'une alliance politico-militaire a fait siennes des doctrines militaires qui, malheureusement, autorisent des États non dotés d'armes nucléaires qui sont, en théorie, parties au TNP à bénéficier de telles armes. Tous ces problèmes peuvent être traités dans le contexte de la Conférence du désarmement, au titre du point 2 de son ordre du jour consacré à la prévention d'une guerre nucléaire. Nous avons hâte de voir l'engagement pris lors de la dernière Conférence d'examen du TNP se traduire par des mesures concrètes prises à la Conférence du désarmement dans le cadre du programme de travail auquel nous aspirons tous.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de vos observations, et je donne la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

**M. Combrink** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): Veuillez m'excuser de prendre à nouveau la parole, mais je voudrais juste réagir à certaines des observations qui ont été faites.

Nous partageons pleinement le point de vue exprimé par nos collègues mexicain et égyptien, notamment en ce qui concerne le rôle de la Conférence du désarmement sur les questions du désarmement nucléaire. Je voudrais aussi souscrire à l'observation faite par Son Excellence l'Ambassadrice des États-Unis concernant la nécessité de traiter la question de la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires, et j'estime, comme elle, qu'il ne sera pas possible d'instaurer un monde sans armes nucléaires tant qu'une telle mesure n'aura pas été prise. Toutefois, les choses ne s'arrêtent pas là. D'autres problèmes doivent également être réglés, et ils concernent la production des armes nucléaires elles-mêmes, l'emploi de ces armes, leur stockage et, bien entendu, la question primordiale de leur élimination. Ce sont là des questions qui doivent être réglées, et c'est pour cette raison que ma délégation ne s'est jamais contentée d'appuyer la négociation de telle ou telle question à la Conférence du désarmement. La Conférence du désarmement doit en effet traiter un certain nombre de questions, et nous espérons qu'elle sera en mesure d'assumer ses responsabilités et d'engager un travail de fond sur ces importants problèmes.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre intervention. Je donne la parole à l'Ambassadeur de la France.

**M. Danon** (France): Je ne comptais pas, non plus, reprendre la parole, mais je voudrais réagir à deux ou trois éléments qui ont été mentionnés et montrer tout l'intérêt que suscite chez moi le fait de voir le Pakistan s'appuyer sur le TNP pour faire sa démonstration relative au désarmement nucléaire.

Les engagements pris par tous les pays parties au TNP sont forts et on peut les réaffirmer, mais ils ont été acquis une fois pour toutes. Je me souviens de l'Ambassadrice de Nouvelle-Zélande disant pendant la Conférence d'examen du TNP: «La France peut-elle réaffirmer son attachement au TNP?». Je lui ai répondu: «mais, bien entendu, à partir du moment où le TNP est un traité quasi universel auquel la France est entièrement partie». Ce n'est pas cela le vrai problème. Le vrai problème, c'est que, pour remplir les obligations, il faut une feuille de route, parce qu'on ne peut pas tout faire à la fois, et pour une fois pourrait-on dire, et c'est sans doute le vrai succès de la Conférence d'examen de 2010, nous avons un Plan d'action qui couvre tout un ensemble de domaines, notamment les trois piliers, plus le Moyen-Orient, que, bien sûr, je n'oublie pas.

Nous avons cette feuille de route. Essayons de nous y tenir le plus possible. Bien entendu, je comprends que certains pays aient des positions fortes, que je comprends parfaitement, par exemple pour avoir une convention d'interdiction globale. Mais nous en avons parlé pendant la Conférence d'examen du TNP, et ceci n'a pas été retenu par consensus dans le Plan d'action. Je comprends que ces pays réaffirment leur position, mais c'est déjà difficile de mettre en œuvre ce que nous avons tous arrêté par consensus lors de la Conférence d'examen. C'est impossible, me semble-t-il, d'aller vers quelque chose qui n'a même pas été arrêté par consensus à ce moment-là.

Nous avons notre feuille de route. Dans celle-ci, il y a des choses qui relèvent du désarmement, tout le premier pilier qui devrait relever globalement de ce que fait la Conférence du désarmement. D'autres éléments relèvent de ce qui se passe à Vienne. Quant à ce processus que nous avons engagé et ce fragile espoir pour le Proche-Orient, il se passera peut-être à Genève, peut-être ailleurs, nous verrons bien, mais pas à la Conférence du désarmement.

Donc, pour ce qui est du volet désarmement, il relève de la Conférence du désarmement. Et là, nous avons un problème puisque, à l'intérieur de la Conférence du désarmement, la non-universalité du TNP fait que nous sommes bloqués sur la question du traité sur les matières fissiles. Le Pakistan ne souhaite pas démarrer la négociation. C'est son droit le plus absolu. Que faire dans cette situation? La Conférence d'examen du TNP puis l'Assemblée générale des Nations Unies souhaitent à une énorme majorité – moins un, peut-être moins deux ou trois – démarrer cette négociation et, à l'intérieur de la Conférence du désarmement, nous n'arrivons pas à le faire.

C'est sur cette question très particulière que nous devrions nous concentrer. Toutes les options sont sur la table. Certaines sont inacceptables pour certains pays, d'autres sont acceptables. Je peux vous dire que la pression exercée par beaucoup de pays, par le groupe des cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP, est énorme pour démarrer la négociation sans ceux qui n'en ont pas envie. Mais c'est quelque chose de compliqué parce que cela brise d'une certaine façon la dynamique et la logique de la Conférence du désarmement. Mais, en même temps, rester dans la dynamique et la logique de la Conférence du désarmement, c'est bloquer la négociation sur le traité relatif aux matières fissiles puisqu'un pays ne veut absolument pas démarrer cette négociation. C'est là-dessus, me semble-t-il, qu'il faudrait nous concentrer. J'ai quelques idées personnelles sur le sujet, et je pense surtout que cela devrait être l'objet de l'une de nos discussions importantes, qui est de débloquer cette partie-là.

Ensuite, il y a tous les autres éléments du Plan d'action, qu'évidemment je n'oublie pas, dans le volet désarmement. C'est de cela que nous allons parler fin juin à Paris, au niveau des cinq puissances nucléaires. Quelle est notre idée? C'est d'être prêts en 2015 puisque nous avons en gros cinq ans entre une conférence d'examen du TNP et la suivante pour remplir le plus possible ces obligations si jamais nous n'arrivons pas à les remplir toutes. Nous allons donc travailler sur cette question. Mais je ne vais pas dire ceci maintenant comme un prétexte, j'appelle à nouveau l'attention sur le fait que la réussite du Plan d'action du TNP sera une réussite collective et non la réussite de quelques-uns. Disant cela, je n'enlève pas quoi que ce soit à la responsabilité spécifique des États dotés d'armes nucléaires. Absolument pas. Les États nucléaires ont une responsabilité spécifique vis-à-vis du TNP et ce que je dis simplement c'est qu'il appartient aujourd'hui à l'ensemble de la communauté internationale de remplir ses obligations, chacun poussant, pourrait-on dire, les autres à faire toujours mieux vers la paix et la sécurité.

Je m'arrête à ce stade.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie de votre importante déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Nigéria.

**M. Laro** (Nigéria) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, la délégation nigériane est heureuse de vous voir présider les travaux de la Conférence. Le Nigéria entretient de bonnes relations bilatérales avec la Chine, et soyez assuré que nous continuerons à travailler et coopérer avec vous au cours de votre présidence.

La délégation nigériane se félicite des documents 565 et 566 dont vous nous avez saisis et qui traduisent un effort positif visant à permettre à la Conférence d'engager un travail de fond. Le Nigéria est prêt à étudier ces documents, et il acceptera celui des deux que toutes les délégations jugeront acceptable.

Le souhait de la délégation nigériane de débarrasser le monde de l'arme nucléaire est bien connu. Cependant, lorsque l'organe des Nations Unies chargé de négocier un désarmement nucléaire reste englué dans des débats de procédure au lieu d'engager un travail de fond, ma délégation se demande où nous allons et ce que nous cherchons à faire.

Le Nigéria demeure convaincu que, tant que les armes nucléaires existeront, aucun État ne sera vraiment en paix, qu'il possède des armes nucléaires ou qu'il n'en possède pas. Dans ce contexte, la délégation nigériane exhorte les délégations à prendre en considération l'urgente nécessité d'engager un travail de fond dans le but de débarrasser le monde des armes nucléaires.

L'objet de la présente intervention du Nigéria n'est certes pas de remettre en question la pertinence de la Conférence du désarmement, car nous pensons que la Conférence demeure pertinente. Ce que nous voulons, c'est réaffirmer notre conviction concernant la nécessité de faire preuve de la volonté politique requise pour surmonter le blocage actuel. Le Nigéria est prêt à contribuer à tous les efforts qui seront entrepris pour faire avancer les travaux de la Conférence.

**Le Président** (*parle en anglais*): Je vous remercie des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence, et j'ai également pris bonne note de votre importante déclaration.

Au stade actuel, une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade sur la question du désarmement nucléaire? Je n'en vois pas.

Je constate que l'immense majorité des délégations se sont exprimées aujourd'hui en faveur du document CD/WP.565 concernant l'organisation des séances et la structure des séances officielles de la Conférence du désarmement. Dans ce contexte particulier, je suis très encouragé par l'appui exprimé par l'Ambassadrice des États-Unis en faveur du

document CD/WP.565, même si j'eusse préféré, à titre personnel, que cet appui se manifeste dès le 22 mars. En deuxième lieu, je constate que personne aujourd'hui n'a fait objection au document CD/WP.565. Je suis particulièrement encouragé par la déclaration de l'Ambassadeur du Japon, qui a fait état de sa nouvelle position sans répéter quoi que ce soit quant aux raisons pour lesquelles nous ne devrions pas revenir au précédent que nous avons créé l'année dernière et sans remettre en question la valeur ajoutée des séances informelles.

Donc, au vu de ces deux éléments, j'envisage, en ma qualité de Président, des consultations officieuses ouvertes à tous demain matin, à 10 heures, dans cette salle. Ces consultations seront, je viens de le dire, ouvertes à tous, c'est-à-dire à tous les membres, le but étant de suivre le conseil des États membres et, en ma capacité de Président, de faciliter l'apparition d'un consensus sur la teneur du document CD/WP.565 en vue de faciliter la participation de tous les membres de la Conférence aux discussions sur toutes les questions centrales, notamment sur la question des matières fissiles.

Je reste donc, en tant que Président, aussi ouvert, flexible et accommodant que possible. Tel est donc le programme. J'en termine avec les travaux d'aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence est programmée pour le 29 mars, à 10 heures, sous réserve de nouvelles dispositions qui pourraient être décidées par les membres.

*La séance est levée à 12 h 35.*